

21^E ÉDITION DES VICTOIRES DES AUTODIDACTES – RENCONTRE AVEC PHILIPPE BARON, LAURÉAT 2010

Sur la Côte d'Opale, le parcours d'un entrepreneur

► Morgan RAILANE

Philippe Baron, PDG du groupe éponyme à Calais, conduit et développe son affaire depuis près de 30 ans. De Dunkerque à Boulogne-sur-Mer, en Europe comme sur d'autres continents, ce dirigeant ne se faisait pas remarquer. En 2010, il décroche le prix de l'Autodidacte de l'année. Une forme de consécration pour cet homme discret mais omniprésent sur la Côte. Portrait.

Si le voile s'est levé depuis deux ans sur l'entreprise et le dirigeant, l'horizon s'est également ouvert sur les perspectives de développement du groupe Baron industrie. Derrière cette réussite, un homme discret, voire secret, qui cache une réelle détermination. Repreneur impénitent d'entreprises en difficultés, Philippe Baron, 55 ans, s'est pris au jeu. Depuis dix ans, c'est reprise sur reprise : sur la Côte d'Opale avec des sociétés à Dunkerque (Sogemin et Someti), dans le Boulonnais (Baron BCO), dans le bassin minier (Etcoma et GTMI), dans la Somme (Sareme), en région parisienne (Altya), et à Calais, le point d'attache familial (Nord Littoral ingénierie). Fort de 240 salariés pour un

chiffre d'affaires de près de 20 millions d'euros, Philippe Baron s'est aussi investi publiquement. Il a été administrateur de l'Urssaf, du Medef Littoral Pas-de-Calais et de l'UIMM, vice-président de la CCI de Calais, juge au tribunal de commerce pendant dix ans, membre aussi des réseaux Côte d'Opale Entreprendre et Calais Initiative... Et restera membre de la nouvelle chambre consulaire territoriale.

Une montée en charge régulière. La réussite semble insolente : il réalise toujours du résultat en ces temps de crise et n'a pas licencié durant ces deux dernières années. Sa rentabilité s'est même renforcée. Le chemin parcouru est impressionnant : trois salariés dans une TPE en 1983, une dizaine de sociétés trois décennies plus tard et des perspectives de développement qui ne cessent pas. Depuis le début de l'année, pas moins de cinq reprises ou créations ! *"Mes parents étaient ouvriers et ils nous ont permis de suivre des études, mes frères et moi, jusqu'au baccalauréat. Ce n'était pas évident à cette époque"*, assure-t-il. Il étudie l'électrotechnique. Après avoir raté son bac – *"malgré un 19 en maths"* – en 1974, il enchaîne avec le service militaire, puis embraie avec un premier emploi dans un bureau d'études calaisien entre 1977 et 1983 : *"mais on ne pouvait pas vraiment évoluer"*, regrette-t-il. A moins de 30 ans, il prend son élan en rénovant sa maison. En parallèle de son activité d'entrepreneur, il



Philippe Baron, fondateur et dirigeant du groupe éponyme depuis 1983.

reprend des cours pendant deux ans et se remet à niveau. Il lui reste même encore un peu de temps pour jouer au rugby... La retraite ? A 55 ans, l'homme ne l'imagine pas mais prend soin de préparer sa succession : sa fille occupe déjà son bureau et son fils fait également partie des murs. *"Travailler moins ? Vous rigolez ? Il faut encore développer l'entreprise !"* Philippe Baron espère encore doubler de taille selon l'accroissement des marchés, notamment internationaux. Pour autant, il aspire à retourner dans l'anonymat. Malgré son ouverture continue sur de nouveaux marchés, le dirigeant ne court pas derrière les avions : *"les clients viennent de Chine. A Rinxent"*, sourit-il pudiquement. Ses collaborateurs sont aux petits soins. Lui passe dans les ateliers, discute avec un salarié dans la maison depuis près de 20 ans. *"On était voisins à Guînes"*, dit-il en toute simplicité. ■

EN BREF

► L'Etat soutient l'Audomarois à hauteur d'un million d'euros

Répondant à une sollicitation des élus du territoire et de sa sous-préfète Chantal Manguin-Dufraisse, qui ont présenté au conseiller du Premier ministre en charge des politiques industrielles un programme d'actions destinées à renforcer son attractivité, appuyé par Pierre de Bousquet de Florian, préfet du Pas-de-Calais, le Premier ministre vient de décider que l'Etat apporterait à l'Audomarois, par l'intermédiaire de la Datar, une aide d'un million d'euros au titre du Fonds national de revitalisation des territoires (FNRT), ce fonds ayant pour vocation de venir en aide aux territoires les plus touchés par des restructurations économiques.

Il permet l'octroi par Oséo de prêts sans garantie aux entreprises créant ou préservant 10 à 500 emplois. Le financement est assuré par le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et par la Caisse des dépôts et consignations.

Les entreprises porteuses de projets de développement ou de reprises d'activité, maintenant ou créant de l'emploi, seront soutenues par des prêts bonifiés sans garantie ou des crédits d'assistance technique pour les aider à formaliser leurs projets. Dès réception des candidatures, celles-ci seront examinées sans délai par les services de l'Etat.

G. B.